

# Le Libertaire

## hebdomadaire

Les anarchistes veulent instaurer un régime social qui assure à chaque individu la maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

## ABONNEMENTS POUR LA FRANCE

Un an.....	6 fr.
Six mois.....	3 fr.
Trois mois.....	1 fr. 50

## ADMINISTRATION ET RÉDACTION

PARIS — 15, Rue d'Orsel, 15 — PARIS

Adresser tout ce qui concerne

La Rédaction

L'Administration

à SILVAIRE

à Pierre MARTIN

## ABONNEMENTS POUR L'EXTÉRIEUR

Un an.....	8 fr.
Six mois.....	4 fr.
Trois mois.....	2 fr.

## Un des Nôtres

Jean Bonafous est mort dimanche, 22 courant, à 8 heures du matin, à l'hôpital de Lariboisière, des suites d'une péritonite provoquée par l'appendicite.

La mort de ce camarade de vingt-cinq ans est une perte pour la cause anarchiste. Doué d'une intelligence vive, plein d'audace combative et d'une propéreté morale parfaite. Caractère énergique dans ses actes, modeste dans ses attitudes, sobre et désintéressé : telles étaient les qualités de cette superbe nature, faite pour servir d'exemple à ceux de sa génération.

Rentré dans la carrière militaire, il crut y trouver l'espace nécessaire à ses élans d'héroïsme, à son besoin de lutter pour un idéal. Il avait du dévouement à fournir et du courage à dépenser au bénéfice d'une belle cause. Il fut vite déçu, l'armée, avec ses bûcheurs, lui montra son erreur. Ses illusions croulèrent : de soldat patriote, il devint antimilitariste saboteur.

Pour cette âme droite, il n'y avait pas de transition. « Je servais hier la patrie, croyant faire mon devoir : je me suis trompé. Je serai aujourd'hui la Révolution, parce que j'ai compris que c'était de ce côté de la barricade qu'étaient le droit, la justice et la liberté. »

Doué d'une facilité de parole qui allait jusqu'à l'éloquence et animé d'une fougue d'enthousiasme communicatif, il aurait pu être l'homme des foules, le propagandiste agitateur capable de faire surgir des cohortes et les lancer au pas de charge. Courageux, généreux, tout en dehors de lui-même, point mesquin et exempt de spéculation sordide, il était de ceux qui peuvent s'adapter facilement en raison de la sociabilité de leur caractère.

Il n'y a pas d'homme indispensable, dit-on ; néanmoins, il y a des hommes qui manquent. Celui que nous venons de perdre n'avait pas de passé, mais faisait pressentir un riche avenir. On sentait en lui une âme de bonne trempe. Ses convictions d'anarchiste révolutionnaire n'étaient pas tissées d'une mauvaise trame. Ses croyances ne se seraient pas facilement effilochées aux ronces du chemin : il avait de l'étoffe. Si l'endurance physique avait égalé la robustesse morale de notre jeune ami, il serait encore des nôtres pour nous aider dans la bataille contre les tyranies sociales.

Nous n'avons aucun culte, pas même celui des morts, mais nous ne gardons pas moins souvenir des bonnes actions de ceux qui disparaissent, et nous nous efforçons de les imiter, de les égaler même si nous le pouvons.

Ce sont ces raisons qui nous font dire à nos jeunes camarades anarchistes : « Voyez ce que peut accomplir un jeune homme qui a l'amour de l'humanité et qui lutte pour l'émancipation sociale. Étudier, acquérir des connaissances, travailler à mettre ses idées en ordre, pour les exprimer avec clarté par la parole et par l'écrit. S'appliquer à être compréhensif pour communiquer aux ignorants le peu de savoir que l'on a pu s'assimiler. La voilà, la vie intense, la vie superbe de jouissances élevées. Elle a aussi ses accidents, on y peut aussi mourir à la tâche, mais la tâche

est noble et l'on tombe avec le sentiment du devoir accompli, dernière et sublime jouissance de vie intense avant la mort.

Le Libertaire.

L'article nécrologique qui précède était achevé, lorsque nous avons lu, dans la *Guerre Sociale* de ce jour, des insinuations perfides.

Nous mettons en garde nos amis et lecteurs contre l'infâme légende qu'on veut créer à propos de la mort de notre ami Bonafous. Tout est mensonge dans le *scénario* échafaudé pour expliquer les causes de la maladie et les conséquences fatales qui en sont résultées.

Bonafous, en arrivant à Paris, s'est installé à la *Ruche*, auprès de Sébastien Faure. Par intermittence, — et après avoir servi la noble cause de Roussel au C. D. S., il venait au *Libertaire* offrir ses services, se mettre à la disposition du travail à faire.

Nous pouvons affirmer, — bien que cela soit superflu pour ceux qui connaissent notre milieu, — qu'à aucun moment nous ne sommes restés indifférents à la situation matérielle et morale de notre jeune ami disparu.

Aujourd'hui, les rôles changent : on s'apitoie sur le mort quand on a insulté et menacé le vivant. On aurait presque l'audace de se dire son ami et de n'avoir été antagoniste que par le fait de malentendus regrettables. quand, au contraire, le militant qui est mort était un ennemi implacable des principes de dictature préconisés par nos Bossuet, de circonscription. Le mépris souverain qu'il avait de leurs revirements politiques, — mépris qu'il manifestait par la parole et par l'écrit — et la loyauté double de délicatesse qu'il mettait dans ses rapports avec les hommes de propagande, ces dispositions d'esprit le faisaient un adversaire irréconciliable de politiciens versatiles aux convictions changeantes.

On dit qu'il est décènt d'observer le mort au bord des morts. Nous croyons plutôt qu'il est nécessaire de se faire, pour ne pas troubler la douleur des vivants.

P. M.

## Désarmons les haines

A la dernière heure, hier au soir, nous avons reçu ce qui suit sur le massacre de la Salle Wagram.

Nous avons assissons ce soir à une véritable scène de sauvagerie et de lâcheté. Des gens ont tiré sur la foule qui s'enfuyaient.

Un premier incident s'était produit dans la salle ; des coups de revolver avaient été tirés et un grand nombre de personnes se pressaient vers la sortie. N'ayant pas été témoins du début de la bagarre, nous nous abstentions de parler du premier incident.

Mais quelques minutes après, une deuxième bagarre se produisit. Cette fois, plusieurs centaines de personnes s'enfuyaient et plusieurs femmes se trouvèrent mal dans le couloir qui donne accès à la sortie.

Or, à ce moment, nous aperçumes, à quelques pas de nous, un certain nombre de « Jeunes-Gardes » qui tiraient des coups de revolver sur les fuyards.

Nous pouvons affirmer qu'ils n'avaient en face d'eux aucun adversaire et qu'ils n'étaient pas, par conséquent, en cas de légitime défense. Les gens qui passaient en face de nous se sauvaient pour se mettre en sûreté, et nous sommes certains que personne parmi eux n'était armé. En tout cas, aucun fuyard n'a tiré et tous les coups de feu provenaient du fond du couloir où un certain nombre de Jeunes-Gardes étaient massés.

Quelques spectateurs indignés dirent vertement leur fait aux fusilleurs.

Nous sommes près à citer des noms si l'on cherche à nous démentir.

Mais, en terminant, qu'on nous permette de dire que les incidents de ce soir ne sont pas faits pour nous rallier au militarisme révolutionnaire, car nous sommes certains qu'une fois au pouvoir, les gens de la G. S. n'auront aucun scrupule à nous mitrailler et les anarchistes subiront certainement le sort des travailleurs de Villeneuve et de Narbonne.

La réunion de Wagram en est la preuve.

Vauloup, des électriciens ; Emile Aubin, Carpentier.



## L'APOLOGIE DE LA CRASSE

Une telle apologie, en plein vingtième siècle, ne pouvait venir que du pays où l'Inquisition sévit toujours ; nous avons nommé l'Espagne.

Dernièrement, une institutrice de Bilbao, aussi généreuse qu'intelligente, voulut employer, à édifier une salle de bains pour ses élèves, le montant d'une bourse que lui avait attribuée la Société El Silio, qui s'occupe du développement de l'instruction en Espagne.

La proposition fut portée devant la municipalité. Mais celle-ci, carliste et cléricale dans l'âme, se souleva comme un seul homme contre « l'immonde proposition socialiste » et en général contre « la passion funeste et antisociale du bain, le bain étant un luxe et exerçant une action corruptrice sur les hommes » !

Le vice-président, un élève des jésuites, criait plus fort que les autres, disant que le bain « est incompatible avec la morale et que ceux qui se lavent autre chose que les mains et le visage pèsent contre Dieu et se prostituent à eux-mêmes !

« De ma vie, conclut-il, je n'ai pris un seul bain, et je suis convaincu que la majorité de cette honorable assemblée pourrait en dire autant ! »

## EN ALGÉRIE

Nos lecteurs se souviennent encore de la tentative d'intimidation faite à notre camarade Omar Racin, publiquement à Alger, de la part du gouvernement algérien, dont j'ai parlé dans le *Libertaire* du 24 août, c'est-à-dire de la défense formelle d'écrire en faveur des indigènes musulmans pressurés de toutes les façons et victimes des iniquités des colons français et des autorités gouvernementales.

Nous sommes heureux, d'après une lettre récente de notre confrère Omar Racin, de déclarer que ce nouveau genre de persécution est resté sans effet, puisque du côté gouvernemental l'on n'a pas osé mettre cette menace à exécution.

Peut-être le *Libertaire* y est-il pour quelque chose.

Quoi qu'il en soit, si jamais pareil arbitrage se réalisait, c'est toute une campagne pour la classe ouvrière d'Algérie entreprendra de faire pour maintenir envers et contre tous la liberté d'écrire.

Henri Zisly.

## GROUPE DES TEMPS NOUVEAUX

## POUR LE DEPART DE LA CLASSE

Aujourd'hui vendredi 27 septembre, à 8 heures et demie du soir, à l'Egalitaire, rue de Sambre-et-Meuse :

## MEETING ANTIMILITARISTE

Prendront la parole : Delaïsi, de la B. S. ; E. Yvelot ; Pierre Martin, du *Libertaire* ; A. Girard, des Temps Nouveaux ; Mouraud, du Club C. A. ; De Saumane, des Temps Nouveaux.

Prix d'entrée : 0 fr. 30.

JUILLET 1909 - SEPTEMBRE 1912

## L'Affaire Aernoult-Rousset

Rousset est libre !

Lorsque nous parvint la nouvelle, lorsque le télégramme de Thuillier, secrétaire du Comité de Défense sociale, nous annonça que la griffe militaire avait enfin lâché sa proie, un soupir de soulagement, une grande joie nous étreignit.

Trois années de lutte ! Trente-six mois pendant lesquels sans répit, sans un jour de défaillance, toute la classe prolétarienne, tous les parias de la société, toute la phalange révolutionnaire luttait contre la caste militaire.

De juillet 1909, date de l'assassinat d'Aernoult, à septembre 1912, date de la liberté pour Rousset, que de travail exécuté !

Il faut avoir vécu ces heures, il faut avoir passé par toutes les phases de cette magnifique campagne, par ces alternatives de joie et de douleur, avoir enregistré les gains et les pertes, pour sentir combien nous est douce la victoire, et combien nous est cher l'héroïsme.

Le Comité de Défense sociale publiera peut le bilan de cette campagne dans ses détails, par des faits ignorés du grand public, il mettra à jour tout le travail accompli, toute la force mise à son service par la classe des travailleurs.

C'est par des lettres du Comité de Défense, c'est par des suppliques, trois fois répétées au ministère, au gouverneur de l'Algérie, aux autorités militaires de Beni-Ounif, que, représentant la famille, le Comité de Défense fit revenir le corps de la malheureuse victime des chauches. Les commissions, énormes, se réveillèrent lorsque nous réclamâmes enfin l'autorisation de faire venir en France les restes d'Aernoult : mouvement révolutionnaire, pression des parlementaires, intervention à la Chambre.

Par d'habiles raisons, nos gouvernements avaient toujours étudié la question, les commissions nommées n'avancent pas, on piétinait, et, de guerre lasse, la partie semblait remise aux calendes grecques.

Mais le Comité de Défense veillait. Il sentait que pour réveiller l'enthousiasme, pour amorcer le public à la seconde affaire Rousset, il lui fallait un gros morceau à présenter, et sans nous occuper des politiciens malgré l'insuccès préconisé même par quelques-uns de nos amis, nous rouvrîmes la campagne.

C'est par des lettres du Comité de Défense, c'est par des suppliques, trois fois répétées au ministère, au gouverneur de l'Algérie, aux autorités militaires de Beni-Ounif, que, représentant la famille, le Comité de Défense fit revenir le corps de la malheureuse victime des chauches. Les commissions, énormes, se réveillèrent lorsque nous réclamâmes enfin l'autorisation de faire venir en France les restes d'Aernoult : mouvement révolutionnaire, pression des parlementaires, intervention à la Chambre.

C'est à dater de ce moment que la classe ouvrière apparut, que les socialistes parlementaires délaissèrent un peu leur action politique, que les Loges maçonniques bougèrent, que la Ligue des Droits de l'Homme, avec notre regrave Quillard, — le seul, peut-être, qui, dès le début, marcha toujours avec nous — se réveillèrent et consentirent à mener, concurremment, la lutte avec nous pour sauver Rousset.

Si donc bien un des nôtres que cette fois nous avons arraché du gouffre militaire.

Certes, je n'ignore pas les concours qui lui ont été acquis, je sais — fort bien même — que des individualités appartenant à tous les mondes, se sont entremises pour le sauver : mais ce que je n'ignore pas non plus, c'est que ces concours de la dernière heure ne sont venus que lorsque la partie était presque gagnée.

J'ai encore dans les oreilles, les paroles d'un des chefs du socialisme parlementaire qui, quelques jours avant les funérailles d'Aernoult, sur une question à lui posée à propos de Rousset, répondait : « Oui... Je sais ce que vous voulez dire... mais... je ne puis vous répondre. Que voulez-vous ? Rousset a des antécédents, peut-être est-il coupable, on ne sait jamais : ces individus, voyez-vous, sont peu intéressants... ; dans une bagarre, il s'est peut-être laissé aller à un acte regrettable... Nous ne pouvons nous prononcer, il faut voir ! »

Ah ! certes, si nous avions, nous aussi, eu les susceptibilités de ce monsieur, si nous avions attendu les preuves certaines de son innocence, si nous avions ergoté ainsi, il y a beaucoup de chance pour que le pauvre Rousset soit, à l'heure actuelle, dans les bagnes de la Guyane.

On avait peur, on ne savait pas... On n'osait pas prendre parti pour ce misérable, dont les antécédents arrêtaient même nos socialistes — à quelques exceptions près. Comment vous le savez alors, que nos bourgeois libéraux, que nos anciens dreyfusards se laissent dans une lutte dont ils ne prévoient pas l'issue.

Il fallait la belle manifestation des funérailles d'Aernoult, le retour du corps de l'assassiné, pour décider ces gens-là à prendre pied et à s'engager dans ce qu'ils appelaient : une aventure.

Car, ici encore, il faut bien rappeler les faits. Depuis deux années, tous les moyens avaient été essayés pour que chez nous un mot, un appel suffit

pour faire tomber dans la caisse les gros sous que nos camarades récoltent si péniblement dans les industries de votre classe bourgeoise et capitaliste !

Et puis, il nous faut rappeler l'histoire, il faut faire revivre, pour nos camarades qui n'ont pas, comme nous, pris une part active et journalière à la bataille, l'action du *Comité de Défense*.

Il y a deux mois, Rousset n'était pas certain de sa liberté. Nous-mêmes, nous ne tablions, que sur des présomptions. L'accusation paraissait toujours avoir les mêmes arguments, les témoins à charge tenaient toujours et nous cherchions le moyen de parvenir au *fait nouveau*.

Depuis trois mois, dans l'ombre, le Comité tracait son plan, suivait certaines indications qui lui étaient parvenues et que nous ne pouvions rendre publiques à cette époque pour ne pas entraver notre but.

Là-bas, en Afrique, des hommes avaient accusé Rousset. Nous sentions bien la fausseté de leurs dépositions, la fragilité de leurs accusations, mais nous cherchions le mobile. Sur leur trace, depuis quelque temps, nous avions de bons camarades, des travailleurs qui, sans épeste et sans bruit, suivait nos conseils, s'affachaient à leurs pas et cherchaient à connaître les dessous de cette ténèbreuse affaire.

Un jour, la bonne nouvelle nous parvint. A force de supplications, de bonnes paroles, en leur faisant toucher du doigt ce qu'il y avait de louche, de faux dans leurs rapports contre leur camarade, ces hommes avaient compris leur infamie. Ils hésitèrent d'abord, craignant les représailles des gradés, mais sur nos instances se décidèrent à nous écrire ces lettres si simples, mais où il mettaient tout leur cœur, et nous avouaient la vérité.

Ces lettres, vous les connaissez toutes ; la B. S., qui en a eu la première, ont été le coup de masse pour faire éclater l'innocence finale et triompher la vérité.

Le *Comité de Défense sociale* et tous nos camarades qui nous ont aidés de tous les coins du pays, ont le droit d'être fiers et de revendiquer, pour eux, le bénéfice moral de cette tragique et formidable campagne.

Ce ne sont donc pas les démarches de certaines influences dans les ministères, ce n'est pas non plus la campagne (?) de M. Jacques Dhur, dont le culot dépasse quelque peu les bornes, et qui écrivait ces jours-ci dans le *Journal* : « A maintes reprises, depuis 1909, par la plume et par la parole dans le pays, j'ai montré Rousset victime des bagnes... » etc.

Que M. Jacques Dhur veuille bien nous adresser ses articles sur Rousset et nous indiquer les meetings qu'il organisa dans le pays ? Lui qui refuse toutes les communications qui furent adressées par le *Comité de Défense* au *Journal*, annonçant notre agitation.

Ce n'est donc pas tout cela qui a fait mettre en liberté notre Rousset, mais bien la publication des lettres, et sans doute des aveux de leurs auteurs, Rousset,

actuellement, serait à la veille d'être traduit en conseil de guerre, et qui sait, malgré le tissu de mensonges établi par Pan-Lacroix, si Rousset n'aurait pas vu une condamnation, réduite c'est vrai, mais tout de même une peine qui nous aurait privé de lui encore pour longtemps, et nous ignorions les infamies commises par les amis de Sabatier.

La libération de Rousset est donc bien l'œuvre du mouvement ouvrier.

Depuis trois ans, dans toute la France, des centaines de meetings ont été organisés par nos soins, des millions de tract, d'images, de brochures ont été lancés ; 50.000 affiches ont été placardées pour faire connaître à l'opinion publique le drame qui se déroulait à Djenné-dar, à Médéah.

Quarante mille francs ont été recueillis par le *Comité de Défense*, pour alimenter cette campagne. Et qu'est-ce que c'est que cette somme, qui peut paraître formidable, amassée, soit par nos groupes et nos militants, à côté des millions de l'affaire Dreyfus, gaspillés un peu partout, engouffrées dans les poches des aigrefins de la politique et des aventuriers de l'époque ?

Chez nous, pas un sou mal à propos, pas de rétribution à payer, pas de fraude à soutenir. Désintéressement chez tous, appuis généreux partout.

C'est un réconfort pour nous que cette lutte de trois années, et si quelque point noir — que nous solutionnerons bien-tôt — a obscurci notre horizon, il n'en reste pas moins, aux yeux de ceux qui nous ont aidés, un souvenir de probité, de loyauté et une communion d'idées qui ne s'est pas départie un seul instant.

En serrant nos rangs, nous avons vaincu nos adversaires, en nous unissant, nous avons forcé les Pan-Lacroix à avouer la machination tramée dans l'ombre.

Souhaitons qu'il en soit toujours ainsi dans les luttes, dans celles que nous allons mener pour les autres Rousset, les autres Aernoult, qui pullulent dans les bagnes civils ou militaires, dans les campagnes que le *Comité de Défense sociale* va entreprendre pour l'abolition des conseils de guerre et de l'infernal Biribi.

Henri Beylie.

P. S. — A l'instant, j'apprends la mort de notre bon camarade Bonafous.

Je laisse au *Libertaire* le soin d'écrire ce qu'il fut, ce qu'il pouvait devenir.

Mais je crois être ici l'interprète de tous les camarades du *Comité de Défense sociale*, dont il était un des membres les plus actifs, pour dire combien, à tous, cette perte nous sera sensible.

Bonafous, depuis peu avec nous, avait accompli une tournée de meetings dans le Midi ; sa chaude parole, ses articles vibrants, sa bonne camaraderie lui avait conquis tous les cœurs. C'est une perte sensible que fait là le *Comité de Défense*. Sa mort prive notre action d'un de ses plus jeunes et meilleurs militants.

H. B.

## PROPOS D'UN PAYSAN

# EXTRAVAGANCES INTELLECTUELLES

Il y a de telles extravagances dans les articles d'Hervé des trois derniers numéros de la *G. S.*, qu'on ne peut les laisser passer sans les souligner. D'ailleurs, leur simple exposition est tellement cruelle pour leur auteur, qu'il n'y a pas grand' chose à y ajouter.

Rappelons d'abord qu'en 1907 et 1908, Hervé a dit sans rire qu'il était le seul détenteur de l'estampe révolutionnaire. C'est-à-dire qu'un article ou un acte n'était révolutionnaire que si Hervé l'avait approuvé, en d'autres termes qu'il était le pape des révolutionnaires anarchistes compris.

Il a ajouté, en substance, qu'il avait bien envie de quitter le Parti socialiste, devenu trop modéré, mais comme son départ serait trop nuisible à ce Parti qui, sans lui, Hervé, n'aurait plus rien de révolutionnaire, il consentait à y rester.

Première extravagance. La modestie du général n'est pas son moindre défaut. Mais arrivons de suite aux trois derniers articles de la *G. S.* Pour éviter les redites, je ne les mettrai pas dans l'ordre chronologique et, ne les ayant pas tous les yeux, je ne les citerai pas textuellement, mais assez fidèlement pour en donner la substance.

1<sup>er</sup> Dans l'article sur les syndicats anglais qui, jusqu'ici corporatifs, ont évolué vers le socialisme et on voté la nationalisation des mines, de la terre, etc., Hervé fait remarquer que les capitalistes anglais ont une peur bleue de l'Etat dont ils s'efforcent de limiter l'action, et il en conclut que les propriétaires doivent fortifier l'action dudit Etat.

Il doit y avoir là une première erreur. Le leader de la *G. S.* ne doit pas lire, assurément, les articles de son collaborateur syndicaliste Emile Pouget, qui a établi d'une façon claire que le traditionnalisme anglais, pratiquant dans ses grandes grèves l'action directe, ne fait

sait que revenir à ses origines quand, vers 1830, il arrachait révolutionnairement aux capitalistes et à l'Etat son droit à l'existence. Sans doute, après des luttes acharnées, ce syndicalisme fut vaincu et dut céder la place au syndicalisme paix sociale, au syndicalisme se mouvant dans les cadres de la société capitaliste, cher à tous les Renard du guesdisme, mais les persécutions ne réussirent en extirper les racines et, nécessairement, il devait refleurir un jour.

Nul n'ignore, en outre, que les libertaires de l'école manchesteérienne ne sont pas des farouches partisans de l'interventionnisme établi. Sauf en ce qui concerne la répression des révoltes ouvrières, ils s'en tiennent à leur fameuse formule : « *Laissez faire, laissez passer* ».

Aurai-je besoin d'ajouter pour Hervé, historien et professeur d'histoire, que l'Angleterre, qui fut le premier pays constitutionnel et parlementaire, est encore sur beaucoup de points un pays politiquement féodal analogue à la France d'avant Richelieu et à toute l'Europe du moyen âge.

Pourquoi cette confusion entre l'Angleterre politiquement féodale et la France politiquement démocratique. Sans doute, sur les deux pays, la féodalité industrielle et financière sévit et bat son plein. Les deux puissances sont économiquement féodales ; or l'Etat qui, sous tous ses aspects et sous toutes ses formes, est l'humble et obéissant serviteur de la féodalité économique, de sa majesté l'argent, est cependant le rival de la féodalité politique et territoriale. Le rôle de l'Etat est légèrement différent quand il s'agit d'un pays féodal ou d'un pays démocratique.

Mais dans un cas comme dans l'autre, l'Etat est un maître dur pour les ouvriers et pour les peuples. Il suffit de citer, pour l'Angleterre, la répression féroce du chartisme et des premières coalitions ouvrières. Avec Riché-

lieu, l'Etat fut cruel pour les grands féodaux qu'il faisait décapiter. Louis XIV, monarque absolu, en eut fait autant s'ils avaient rejubé. C'était, on le voit, autrement impitoyable qu'avec les Asquith et les Lloyd Georges qui ne veulent décapiter que la Chambre des lords. Eh bien ! sous Louis XIV, comme sous Richelieu, le peuple était aussi malheureux que sous le féodal du

suffisamment convaincante. Mais aussi suffisamment convaincante. Mais aussi que cette association s'est divisée en deux fractions socialistes différentes ; aussi que les idées et les tactiques furent formulées d'une façon plus nette ; Marx et les Marxistes modifient leur attitude vis-à-vis du mouvement prolétarien.

Considérant l'Etat comme une forme nécessaire de la vie sociale, Marx et ses disciples présentent à la classe ouvrière le *Centralisme* comme une utilité révolutionnaire. Pour eux le mouvement ouvrier devait se mouvoir sur un terrain économique et politique. L'action politique étant nécessaire complétait d'après eux l'action économique de l'Etat qui décolait leur méfiance envers toute action ouvrière ne relevant que le caractère économique. Cela ne les empêchait pas de considérer le prolétariat comme la seule classe susceptible de faire la transformation sociale. La lutte de classes constituait pour eux une évidence évidente. Le Manifeste Communiste rédigé par Marx et Engels en 1848 et réédité ensuite comme le Manifeste de l'Internationale — (quoique celui-ci fut un peu prématûrement débâti par la constatation : que toute l'histoire des sociétés n'est autre chose que l'histoire de la lutte de classes. Toutes les œuvres de Marx sont rédigées en ce sens. Tout le socialisme scientifique — le marxisme — est basé sur la théorie de la lutte des classes. Mais si théoriquement et logiquement les marxistes considéraient le mouvement économique ouvrier comme le seul mouvement intéressant au point de vie social et capable de détruire le vieux monde ; il n'en fut pas de même dans la pratique. Leurs déclarations dans « Le Manifeste Communiste », leurs critiques adressées aux défenseurs et aux idées du socialisme fédéraliste, la haine qu'ils vouèrent à la fédération jurassienne et à toutes les organisations révolutionnaires ouvrières de l'Italie, de l'Espagne, de Belgique et de la France, leur conviction de faire une œuvre utile dans l'Etat bourgeois par la lutte politique en y intervenant comme parti politique sont suffisantes pour démontrer que le mouvement révolutionnaire économique ouvrier ne présentait pas pour eux une force suffisante pour combattre le régime capitaliste et instaurer le régime socialiste.

Il en est autrement de la féodalité financière. L'Etat est son défenseur armé. Mais accordons à Hervé qu'on pourra, comme dit Jules Guesde, retourner cet Etat comme un gant, en faire le défenseur des ouvriers après avoir été le souteneur des capitalistes, qu'y aurait-il de changé ?

Dans les communes du moyen âge, à leur déclin, quand sévissait en plein la *lutte de classes*, il arriva que les plébiscites, interventionnistes devant la lettre, en appellent à la royauté des défaits du patriciat. Qu'arriva-t-il ? La royauté renforça son pouvoir et mit les communies dans sa poche.

Parce que sortit réservé au prolétariat si, par impossible, l'Etat pouvait se retourner contre la féodalité industrielle et financière. Le capitalisme d'Etat succédant au capitalisme féodal, serait très dur pour lui et pèserait sur ses épaules d'un poids formidable. Il aurait donc grandement tort de défaire l'action directe et de suivre les conseils pernaces des tenants de l'interventionnisme.

D'autres erreurs sont à relever dans l'article *Syndicalisme et Socialisme* où Hervé reproche aux syndicalistes d'avoir pris aux socialistes la plupart de leurs idées, jusqu'à l'idée de grève générale dont il attribue la paternité à Allemagne. Notre professeur ignore Tötel, les anarchistes de Chicago, les Congrès de l'Internationale. Il ne sait pas que dans l'Internationale les deux tendances : l'une politicienne, la tendance social-démocrate, et l'autre économique, la tendance syndicaliste-anarchiste, sont aux prises et déterminent la scission entre ce que l'on est convenu d'appeler le marxisme et le bakounisme, comme l'a magistralement exposé Mainjacque dans les trois derniers numéros du *Libertaire*. Les titres de noblesse du syndicalisme sont donc aussi anciens que ceux du socialisme politique. Voilà un point d'histoire que tous les militants connaissent, à part peut-être Hervé, professeur d'histoire.

Enfin, dans l'article au Congrès de la C. G. T., Hervé fait semblant de croire que les socialistes et les syndicalistes poursuivent le même but — disparition du patronat et du salariat. Il devrait pourtant savoir que le but de la C. G. T. et celui du Parti sont tellement différents, qu'ils s'opposent l'un à l'autre. Les socialistes du Parti veulent renforcer l'autorité de l'Etat, tandis que les syndicalistes veulent supprimer l'Etat et l'autorité. Si Hervé lisait les publications syndicalistes, il n'aurait pas conclu, par cette erreur fantastique et cette injure grossière que « les syndicalistes font du socialisme sans le savoir ».

Récemment, José Landès se demandait si Hervé n'était pas un peu loufoque. Les extravagances exposées ci-dessus venaient d'un homme instruit et crois honorable, me font presque répondre oui.

Je comprends, dans ces conditions, que la presse capitaliste, qui a tant fait à Hervé de publicité tapageuse, cherche à l'imposer comme chef à tous les révolutionnaires (y compris les anarchistes). Nous faire obéir à un chef, et par-dessus le marché, à un chef incohérent, quelle chance pour ces messieurs.

Le Père Barbassou.

## Syndicalisme et Socialisme

Les socialistes établis

et le mouvement ouvrier

Nous avons déjà exposé dans une forme générale, les idées du Socialisme établi dont l'idéologie fut Marx avec son collaborateur Engels. Nous allons essayer maintenant de préciser la conception Marxiste sur le mouvement ouvrier. La tâche est un peu ardue, car Marx et ses disciples n'ont pas eu la même attitude sur la question qui nous intéresse.

Tant qu'ils n'ont pas vu se dresser devant eux une force antagoniste — le socialisme anarchiste — leur conception sur le mouvement ouvrier était quelque peu niause. Nous pouvons même affirmer qu'ils furent d'accord avec toute « l'Internationale ». La précieuse collaboration de Marx avec Richelieu et à la création de l'Association Internationale des Travailleurs en est une preuve

logique du parti socialiste ; et la poursuite de la transformation sociale par la classe ouvrière, par la conquête systématique du pouvoir politique de l'Etat. Mais ce qui est encore plus caractéristique, c'est que les socialistes démocrates considèrent le mouvement ouvrier comme devant être un mouvement purement professionnel, n'ayant pour but que les améliorations sociales immédiates. Le reste du travail révolutionnaire devant se faire par le parti de la classe ouvrière, c'est-à-dire par le parti socialiste.

Exammons à présent l'attitude des Marxistes dans « l'Internationale » sur la question de la lutte politique. Contrairement aux statuts primitifs de l'Internationale et malgré l'opposition des socialistes anarchistes ils y affirment l'utilité et la nécessité de l'action politique. Cette action devait être dirigée non contre l'Etat en tant que forme d'organisation sociale, mais seulement contre l'Etat bourgeois. Ils essaient même d'inculquer cette idée à toute association ouvrière en transformant l'article des statuts concernant la politique. Mais actuellement ces machinations ne nous intéressent guère.

L'action politique de la classe ouvrière se manifestait dans la participation de cette dernière à la vie politique bourgeoise, et surtout dans le travail législatif de la classe dominante. Cette action constituait la base du parti socialiste démocrate et, par conséquent, en parlant le langage marxiste, de l'organisation économique ouvrière. D'ailleurs, leurs luttes acharnées contre le féodalisme des Bakouninistes, socialistes anarchistes, étaient la conséquence logique de ce fait : qu'ils considéraient la politique comme une des faces de la médaille sur l'autre côté de laquelle était inscrite la nécessité de la lutte économique. Pour s'en convaincre, il suffit de lire la correspondance échangée entre Marx et ses disciples au sujet du conflit survenu dans l'Internationale au lendemain du Congrès de Bâle, les déclarations d'Engels dans le journal du parti social-démocrate allemand, ainsi que les programmes des organisations socialistes. Liebknecht, Bebel, Kautsky et même Bernstein (avant qu'il soit devenu, avec Franck, Von Volmar et Duvivier, le chef des révisionnistes) ont affirmé hautement cette appréciation de l'action politique.

Nous avons donc établi d'une manière précise les idées des socialistes établis sur le mouvement ouvrier et notamment les points suivants :

1<sup>er</sup> L'importance qu'ils donnaient au mouvement ouvrier économique ;

2<sup>o</sup> La forme d'organisation que ce mouvement devait avoir ;

3<sup>o</sup> Le sens et l'idéologie de ce mouvement ;

4<sup>o</sup> Leur position vis-à-vis de l'action politique et l'importance qu'ils lui donnaient dans le mouvement ouvrier.

\*\*

Nous avons déjà étudié dans nos précédents articles (Voir le *Libertaire* du 7, 14 et 21 septembre) le caractère général de l'Association Internationale des Travailleurs, l'histoire de la scission entre les marxistes, — socialistes-démocrates et des bakouninistes, socialistes fédéralistes (anarchistes), — la formation des deux fractions socialistes et leurs idées respectives sur le mouvement ouvrier. Ce travail était nécessaire pour faire comprendre que le socialisme ne constitue pas le monopole exclusif du parti politique socialiste, qu'il y a eu une fraction socialiste qui a joué un rôle et qui continue malgré eux de jouer un grand rôle dans le mouvement ouvrier et dans toute la vie sociale.

E. Mainjacque.

A. Milles.

## LE SOCIALISME ANTIPARLEMENTAIRE<sup>(1)</sup>

(Suite)

G. Hervé continue :

Mais, vous organiser pour mettre votre menace à exécution, voilà, bons votards socialistes, ce qui ne vous viendra jamais à l'esprit !

Vous organiser pour saboter la mobilisation, pour faire reculer les assassins du gouvernement le jour où ils voudraient vous lancer dans une guerre européenne, c'est le cadeau de vos soucis !

Voilà où votre socialisme électoral vous a conduits.

Qui la guerre éclate demain, et vous serez aussi impuissants qu'en 1870, à rien empêcher.

Le socialisme révolutionnaire et antiparlementaire</

Nous voulons enfin que nous nous organisions de façon qu'à la première alerte, quand les mous, par peur de la guerre, viendront manifester dans la rue, nous soyons là, dans la foule, prêts à tout, prêts à mourir. Contre le crime qu'est la guerre, il n'y a pas de crimes !

#### Nous protestons.

Ce socialisme révolutionnaire et antiparlementaire vous semble contraire aux statuts de l'internationale socialiste, contraire à toute la tradition socialiste !

Vous vous trompez !

Dépouvez le début de l'internationale, la querelle que j'ai aujourd'hui avec vous, existe dans nos rangs.

Vous avez chassé les anarchistes : ils sont allés dans la C. G. T. apporter leur esprit de révolte et leur méfiance contre nous !

Mais eux chassés, il restait en France une forte fraction socialiste, les allemandes, qui déclaraient ouvertement qu'ils n'avaient aucune confiance dans l'action révolutionnaire.

Quand l'unité s'est faite, ils ont fait, et j'ai fait avec eux, au nom de plusieurs fédérations autonomes que je représentais dans la commission d'unification, les réserves les plus formelles sur l'action parlementaire ; j'ai dit que nous entrions dans l'unité non pour y renforcer l'action législative et parlementaire, comme vous l'avez écrit dans votre motion de Toulouse, mais pour la diminuer et pour la combattre.

J'espérez que vous comprenez maintenant ma protestation.

Je proteste en mon nom personnel : je proteste au nom de bon nombre d'anciens allemandes ; je proteste au nom de tous les socialistes révolutionnaires qui ne veulent pas que vous fassiez de notre parti un Parti Electoral, au nom de ceux de mes amis qui, à Toulouse, ont voté votre motion et qui se sont ressaisis depuis : je proteste au nom de tous ceux qui, en présence de votre motion de Toulouse, commencent à redouter que de réel en réel, vous n'amenez à bref délai notre parti, que nous voulons révolutionnaire, dans les bras de M. Briand et de M. Viviani.

FIN

## ETRANGER

### ITALIE

Le gouvernement italien est en train de se venger sur le prolétariat par tous les moyens que les Arabes de la Tripolitaine lui infligent. Tout comme le gouvernement français qui se vengeait sur les prolétaires en révolte des trahisons des généraux de l'armée et de la spéculation des affameurs le gouvernement de Rome organise une répression féroce contre tous les anarchistes. Cette œuvre est cependant singulièrement facilitée par l'incroyable misère qui sévit dans les villes et dans les campagnes italiennes. Les chômeurs se chiffrent par centaine de milliers, le pavé des villes est battu par une foule de miséreux que la faim torture et dont le manque de volonté fait des résignés.

Il y a quelques semaines, les habitants d'une région agricole des Apulies envahissaient les domaines en friche d'un riche faîtié et se mettaient hardiment à travailler pour leur compte tout en se tenant sur la défensive. Les journaux ne nous ont pas donné des renseignements complémentaires, mais une fois de plus nous aurons à enregistrer un nouveau massacre de paysans, seule victoire dont est capable du reste l'armée de la dynastie de Victor-Emmanuel. Ces attentats significatifs sont assez nombreux dans l'histoire du prolétariat agricole italien. La répression a toujours été féroce, mais la vendetta a bien souvent fait payer cher le sang versé.

Dans les villes où les propriétaires n'ont pas les mêmes ressources que les paysans, la police arrête à tort et à travers. Les camarades sans travail sont traqués de partout et notamment à Rome la police profite de leur misère pour les arrêter pendant la nuit. Le lendemain, c'est un militaire à tout jours été féroce, mais la vendetta a bien souvent fait payer cher le sang versé.

Les réservistes qui rentrent plus ou moins en maluves de Tripolitaine font frémir d'indignation les populations en leur faisant le récit des brutalités dont ils ont été victimes, des abus insurpassables qui se commettent.

Si le prolétariat italien qui habite à l'étranger s'emballe et se montre chauvin à propos de la guerre, chez la population qui est restée aux foyers l'opinion est différente.

La guerre devient de plus en plus impopulaire, les déserteurs augmentent.

Faire des prophéties sur les conséquences de cet état de choses serait dangereux. Le révirement de l'opinion est tel que les socialistes qui, à la première heure se déclareront franchement favorables à la guerre ou qui, avec quelques réserves l'admettent, se virent obligés de changer d'attitude : ils ne voulaient pas rester seuls ; attitude qui ne trompe personne sur la valeur de ces messieurs mais qui n'est pas moins symptomatique.

Un officier qui d'Afrique avait envoyé une lettre à sa mère en lui révélant le côté grotesque et malhonnête de la guerre vient de se voir mis à repos sans droit à la pension. La censure travaille, le cabinet noir est rétabli comme en 1898.

### SUISSE

La valetaille suisse a dû, grâce à l'attitude énergique de nos camarades, relâcher Bertoni. Mais la bassesse des autorités helvétiques s'est démontrée vraiment répugnante. Ce n'est pas seulement devant un empereur que les vachers suisses se sont mis à plat venir mais aussi devant le roi d'Italie. Leur seul chagrin, je crois, aura été de ne pas pouvoir s'avouer davantage. Courber l'échine, doit être une joie ineffable pour ces hideux marchands de soupe et de panoramas. De tout temps le rêve du Suisse a été de se montrer plus

serviteur de leurs majestés. Comme le dit le camarade Bertoni, le sadisme du serviteur est un besoin de cette race avile.

Bertoni arrêté pour rendre hommage au kaiser l'a été aussi sur demande des autorités de la monarchie italienne.

Lui, citoyen suisse, parlant en territoire suisse, se voit poursuivi par les autorités suisses pour avoir expliqué aux ouvriers italiens une page d'histoire italienne en vertu d'un article qui pourra le faire condamner jusqu'à cinq ans de prison.

\*\*

Voici ce que la *Voix du Peuple* de Lausanne (Suisse) nous apprends sur cette république à liberté huit fois séculaire, dont Jaurès est enchanté :

« Le camarade Armando Borghi était arrêté samedi dernier, à Genève, pour propagande antimilitariste. Au lendemain même du jour où le peuple suisse rejeta la loi réprimant cette propagande, le Conseil Fédéral prit un arrêté enjoignant aux cantons d'expulser tout étranger propagant l'antimilitarisme.

C'est en vertu de cet arrêté que Borghi est détenu au secret, car en Suisse, les prévenus politiques sont traités plus durement que ceux de droit commun.

« L'expulsion de Borghi n'est pas seulement inique, mais inutile, car il ne veut certes pas rester en Suisse. D'autre part, notre camarade a subi en Italie une condamnation à trois ans et huit mois de prison pour délit de grève et de presse, et nous protestons d'avance contre une expulsion, sans choix de frontière, qui aboutirait à une extradition. Nous sommes sûrs que tous les hommes de cœur seront avec nous. »

\*\*

La chronique suisse serait longue si on voulait tout relater. La bassesse et la lâcheté font commettre des excès abominables par tous les représentants du pouvoir.

Il y a quelques jours, à l'issue d'un meeting pour Bertoni, un camarade italien était arrêté et emmené au poste.

Un passage à tabac en règle en fit une véritable ligue humaine, ne sachant ni parler ni marcher. Quand sa sœur alla le trouver, quatre jours après, elle ne put retenir les larmes et il fut impossible de communiquer avec lui.

Ainsi s'effondre la légende grotesque si jalousement entretenue par tous les socialistes d'Europe, qui ont jusqu'ici fait introver devant les yeux du prolétariat l'idéal de cette république qui en petit réunit toutes les tares des autres états. Légende qui s'aggrave d'une singulière prétention et d'une fierté mal placée qui poussent une partie de la Suisse à mépriser férolement les ouvriers étrangers mais qui consiste à être d'une platitude révoltante envers tous les jouisseurs cosmopolites qui viennent afficher leur honneur et leur oisiveté dans les montagnes agréables de notre pays.

L. T.

### Apologie pour la Science

II

Il n'y a point de mystère, point d'inconnu pour la science humaine. Tout ce que les hommes du vingtième siècle ne paraissent point avoir encore appréhendé, ils le connaîtront demain. Ils reconnaîtront qu'un petit nombre d'entre eux, une élite, possédaient déjà tout un stock de vérités de la Palissade sur la nature des choses et que les pires adversaires de l'éducation rationnelle se sont trouvés parmi les éléments révolutionnaires de leur époque. Le procès des adversaires du progrès général des esprits sera fait. Il sera fait très prochainement et l'impartiale histoire rendra justice à qui justice est due !

Mais ceux qui, inconsciemment, sans nul doute, se sont mis en travers de la vérité philosophique en marche, n'ont-ils pas déjà reconnu combien il était dangereux de remonter ce courant irrésistible qui nous entraîne tous ? C'est que la vérité est une force dynamique qui se suffit à elle-même. Une fois lancée, elle suit sa trajectoire dans l'espace, et ses négatifs, eux aussi, sont bien forcés de la suivre des yeux. Il est vrai que les bonds de géant qu'elle a faits depuis les premières années de ce siècle sont bien faits pour effacer ceux qui la nient. Si le siècle dernier fut surtout un siècle de recherche positive, d'analyse minutieuse et d'accumulation patiente des matériaux scientifiques, le siècle présent sera surtout un siècle de synthèse, un siècle de construction hardie, et néanmoins solide et durable. La science de demain sera semblable à ces ponts métalliques si frêles et pourtant si justes et si sûrs d'eux-mêmes que les ingénieurs lancent de nos jours au-dessus des vallées. En réalité, tous les faits scientifiques, quels qu'ils soient, doivent tôt ou tard recevoir leur explication logique. Tous doivent pouvoir trouver place dans les grandes généralisations synthétiques.

Certes, nous reconnaissions volontiers que Poincaré a raison lorsqu'il souligne la nécessité d'une sélection des faits scientifiques. Le vrai philosophe doit choisir les faits sans tenir compte de leur utilité pratique, au sens où l'on entend encore ce mot aujourd'hui : il ne doit point baser son choix des faits sur leur application possible à tel ou tel procédé industriel. Il ne doit tenir

compte que de leur portée philosophique, que du nombre de points de contact que chacun d'eux peut avoir avec les autres phénomènes naturels. Sous ce rapport, pour tous les esprits logiques, il est devenu bien évident que l'atome fluide-moteur et centre conscient du cosmos est le fait naturel idéal, puisqu'il s'applique à l'universalité des phénomènes.

En général, les faits qui présentent la plus grande portée philosophique, en d'autres termes, les faits les plus généraux, sont encore, pour la presque totalité des hommes de science, les plus mystérieux dans leur processus. Ce que précisément Poincaré a oublié de montrer, dans l'article reproduit par la *B. S.*, ce qu'il ne pouvait montrer : parce que son cerveau était trop saturé de science « orthodoxe », c'est que l'explication de ces faits généraux, enfin trouvée, fournit à notre esprit, pour la première fois dans les annales de la pensée humaine, une théorie satisfaisante et intégrale de l'Univers !

Je voudrais que les camarades dont mon apostolat philosophique m'a aliéné le matin puissent se rendre un compte exact du sens et de la portée de la grande théorie pour laquelle je milite.

Ce que je voudrais que les camarades syndicalistes et anarchistes puissent comprendre, c'est qu'il n'existe ni petit côté ni grand côté dans la révolution sociale universelle. Une refonte totale, radicale des idées s'impose en même temps qu'une réorganisation générale de la société. Dès aujourd'hui, une révolution profonde doit être apportée dans nos méthodes d'éducation des enfants et des adultes. Dès aujourd'hui, toutes les conceptions vieillottes et erronées que nous nous faisons de notre ambiance et de nous-mêmes doivent disparaître. C'est pourquoi nous avons estimé profondément injuste et profondément aristristante la façon cavalière dont les camarades syndicalistes ont fait le procès de la plus grande et de la plus sublime conquête de l'esprit humain qui ait été réalisée en tout siècle et peut-être en tous les siècles !

Pour ma part, je persiste à penser que le besoin des petits ouvrages de vulgarisation d'une théorie rationnelle de la nature, dont *L'Atome fluide* fut le premier à paraître, est l'un des plus grands, des plus urgents besoins intellectuels de notre époque. Je persiste à penser que le syndicalisme, s'il se refuse à conquérir toutes les émotions, toutes les jouissances saines de l'esprit, en même temps qu'il aspire à la conquête de la liberté économique, se condamne volontairement à une stérilité et à une déchéance rapides. Je persiste à croire que le grand public en général et les travailleurs en particulier attendent précisément une théorie, une doctrine générale du monde, substituable aux vieilles croyances désormais irrémédiablement condamnées. Je persiste enfin à croire que les organes d'avant-garde largement accueillants, qui auront compris l'intérêt et la portée des vérités élémentaires défendues par nous au prix des plus grands sacrifices, pourront seuls donner aux théories sociologiques modernes tout le développement qu'elles comportent, alors que les organes voisins qui restent fermés sans raison valable à la Doctrine Rationnelle se condamnent par cela même à une impuissance irrémédiable. Aujourd'hui, l'heure semble venue où, loin de faire des concessions humiliantes, comme les partisans de « l'entente » révolutionnaire nous en donnent le triste spectacle, les révolutionnaires dirigeants de ce nom doivent, au contraire, chercher à donner à leur conception d'un idéal d'harmonie et de justice sur la terre, toute l'ampleur qu'elle comporte en étendant leurs investigations sagaces à tous les domaines de la pensée et de l'activité humaines, sans exception ni réserve !

Aristide Pratelle.

Londres, 18 septembre 1912.

### Petits Pavés

Taaut ! Taaut !

Jusqu'à ces jours derniers, j'avais cru que la France politique détenait le record de la loutouquerie, d'après les renseignements que nous recevions au *Libertaire* de notre correspondant de Budapest, je suis obligé de reconnaître que tous les politiciens se valent.

Nous avons eu pourtant de charmantes séances au Palais-Bourbon et plus d'une fois semblables à la mère Angot, qui fut, paraît-il, marchande de marée, nos députés s'engouffrent (le mot est français depuis peu, ainsi en décida l'Académie) comme du poisson pourri. Mésange de Coutant d'Ivry, le député poivrot, pourrait en certifier, car il était souvent un peu la. Nos honorables (?) s'entendent même traiter une fois de maquereau par un de leur collègue non moins honorable qui, n'en doutons pas, était bien placé pour connaître ses frères d'aquarium.

En bien ! en Hongrie, c'est non moins charmant. Deux réformes (hum !) étaient à l'ordre du jour : réforme électorale et réforme militaire. Or, depuis trois ans, le gouvernement et la majorité, qui désiraient l'ajournement de ces deux projets de lois, encourraient la minorité à faire l'obstruction systématique ; mais un jour le

papa François-Joseph, empereur de son métier, la trouva mauvaise et tout comme un directeur de bazar, il balança ses employés puis les remplaça par d'autres à l'échino plus souple.

Parmi ces fameux lapins, un certain de Lukacs fut bombardé chef du personnel, c'est-à-dire président du Conseil et le sieur Bethy, ministre du commerce. Le comte Tisza, un gars à poigne, fut président de la Chambre. Alors tout changea et la comédie qui durait depuis 3 ans, encore un record et qui nul directeur de théâtre n'oserait battre, donc la comédie se transforma en un vaudeville abracadabrant, car après le record de durée du spectacle, la Chambre hongroise tenta celui de la bouffonnerie.

Un député qui connaissait sans doute le ministre du commerce Bethy, se plana devant lui et lui cria en pleine, « mettons gueule pour rester poli : « Ignoble cochon ! Lâche coquin ! » Puis les députés de l'opposition firent un vacarme effroyable, soufflant dans des trompettes, tels les Hébreux devant Jéricho, mais si les murs de cette ville assiégée par l'armée de Jésus tombèrent, le ministre Lukacs ne les imita point. Un vacarme épouvantable se déchaîna et il ne s'apaisa que quand un député virtuose joua un magnifique solo de cor de chasse, lequel fut écouté dans un religieux silence et recueilli les applaudissements de tous les députés à quelque parti qu'ils appartenient.

Allez donc dire maintenant que si la misique fait hurler les chiens, elle n'adoucit pas les meurs, même les députés. Malheureusement le député ne pouvait continuer à être utile, le souffle lui manqua et après l'halali ce fut la curée, députés et ministres se bouffèrent le nez consciencieusement.

Ne les plaignons pas, car ils se mettront bientôt d'accord sur le dos de Populo qui, bon bougre, paiera la casse. N'avons-nous pas vu cette farce se jouer autrefois, quand pour obtenir les suffrages des votards qui croyaient que « c'était arrivé », les députés sociaux français faisaient du boucan et chahuaient le gouvernement. Mais quand ce dernier, très malin, pratiqua le désarmement des haines en faisant risette aux sociaux et leur fit une petite place au ministère, le chique boucan disparut comme le lieutenant du même nom.

Populo, bon bougre, avait voté et avait été roué.

José Landes.

### Nouvelle infamie des Gouvernements suisses

Nous savions que la Suisse était devenue la terre classique des expulsions, qu'on ne comptait plus les militaires remis, sans le moindre prétexte, aux mains sanguinaires de l'horrible Nicolas ou du hibou Victor-Emmanuel. Mais ce que nous n'avions pas encore vu, c'est une arrestation comme celle du camarade Bertoni.

Ce dernier fait une conférence que les autorités suisses laissent passer sans encombre ; un policier italien l'apprend, il se rend à la deuxième conférence que Bertoni fait ailleurs, sur le même sujet, et là, ce policier étranger requiert, en territoire suisse, l'arrestation du camarade Armando Borghi ! Le fait est certainement fait.

Seulement, si l'industrie hôtelière a pourvu une grande partie du peuple suisse, il y a une élite ouvrière qui a gardé, elle, le sens de la justice et de la liberté. Sous la menace de la grève générale qui grondait déjà, pour protester contre une aussi criminelle basse, Bertoni fut étrangement relâché.

Et voilà que l'heure de la libération nous est parvenue, presque simultanément, celle de l'incarcération du camarade Armando Borghi ! On dirait d'un défi !

Seulement, si l'industrie hôtelière a pourvu une grande partie du peuple suisse, il y a une élite ouvrière qui a gardé, elle, le sens de la justice et de la liberté. Sous la menace de la grève générale qui grondait déjà, pour protester contre une aussi criminelle basse, Bertoni fut étrangement relâché.

Borghi séjournait depuis quelque temps à Paris, où son passé, son abord sympathique lui avaient concilié rapidement des amitiés, lorsqu'il s'en fut, il y a peu de jours, faire une tournée de conférences, parmi les camarades de langue italienne en Suisse. Il déclara leur parler — horreur ! — des méfaits du militarisme en Tripolitaine. Mais, à ses premiers mots, il se vit apprécier sur l'ordre, encore une fois, de la police italienne, le jour où Bertoni sortait de la prison !

Si, maintenant, le gouvernement suisse pouvait l'infamie jusqu'à livrer notre camarade aux autorités italiennes, ce serait pour lui le bâton, car sa défense des monopoles et des privilégiés concédés à une poignée de ploutocrates durant le gouvernement de l'infâme Diaz. La question agraire eut pu se résoudre avec une facilité relative si les chefs révolutionnaires qui combattaient contre Diaz eussent été des hommes à l'entendement élevé et de bonne volonté. Comme ils ne réunissaient aucunement de ces conditions, la question de la terre n'a pu en être le résultat et la paix n'a pu s'établir dans ce pays. »

Pour parler ainsi, ce politicien n'a pas lu notre manifeste du 23 septembre ; qu'il le lise et il pourra se convaincre que notre parti n'a jamais eu l'intention de respecter les titres de propriétés.

de Mexico, *El País* et *El Imperial* qui, comme la *Justicia Social*, avaient calomnié le mouvement d'émancipation du prolétariat pourront la résoudre d'une façon équitable.

Avec ses paroles de bourgeois, Rivas, seulement de ce que le Mexique est condamné à une guerre civile perpétuelle qui servira, suivant lui, de prétexte à une intervention des Etats-Unis et qui, non seulement semera l'alarme dans l'Amérique centrale et du Sud, mais qui, en outre, constituera un grave péril pour l'avenir de la race et de la civilisation latine en Amérique.

Ne vous en déplaise, señor Rivas, la guerre du Mexique n'est pas une guerre civile, c'est une guerre sociale dans toute l'étendue du mot. Le prolétariat combat le gouvernement de Madero et tous les partis politiques comme il combattrait les socialistes politiques s'ils entraient en action. Les socialistes au pouvoir ne se différencieront en rien des républicains et des monarchistes. Pablo Iglesias, ministre, serait identique à Maura à la tête des conservateurs. Déjà nous voyons la faillite du socialisme en Milwaukee, Wis., depuis deux années, ce parti sera la classe capitaliste comme l'autocratie et la démocratie l'ont toujours servie.

Si les Etats-Unis interviennent, le prolétariat américain s'unira aux peuples mexicains pour combattre le capitalisme yankee et la Révolution sociale étendra son action au centre et au sud de l'Amérique. Nous traversons une des grandes époques de l'histoire et ce ne sera pas la force morale de mille périodiques du style de *Justicia Social* qui pourra retenir le mouvement libertaire du prolétariat mexicain contre l'autorité, l'Eglise et le capitalisme. Nous ne répondons pas aux insultes que lance Rivas contre le compagnon Flores Magon, parce que la meilleure réponse à ces impudents politiciens est l'ile de « Me Veil », où est enfermée notre ami condamné par le capitalisme international.

Regeneracion.

ANTONIO DE P. ARAUJO.

## Complice moral

L'académicien Barrès accusait récemment Rousseau, P. Kropotkin, J. Grave, d'être les complices moraux de Bonnot et Cie.

Je ne sais pas pour le premier (d'ailleurs momifié depuis longtemps il est hors les lois scélérates), mais pour nos deux camarades, je crois qu'il eut été difficile au palamidé-député de citer quoi que ce soit de leurs œuvres qui justifiait son accusation.

Je pense aussi que c'est un mauvais procédé que de se servir d'un extrait, d'une coupure, pour juger une œuvre.

Mais je ne puis cependant résister au plaisir d'indiquer au 15.000 (sans compter le reste) un autre complice moral ». Oh ! il le « couvriria » plutôt celui-ci. Car il s'agit de P. Loti.

Voici ce que je lis page 61 d'Aziadé : « Il n'y a pas de Dieu, il n'y a pas de morale, rien n'existe de tout ce qu'on nous a enseigné à respecter ; il y a une vie qui passe, à laquelle il est logique de demander le plus de jouissances possible, en attendant l'épouvanter finale qui est la mort.

« Les vraies misères, ce sont les maladies, les laideurs et la vieillesse ; ni vous ni moi, nous n'avons ces misères là ; nous pouvons avoir encore une foule de maîtresses, et mourir de la vie. »

« Je vais vous ouvrir mon cœur, vous faire ma profession de foi : j'ai pour règle de conduire de faire toujours ce qui me plaît, en dépit de toute moralité, de toute convention sociale. Je ne crois à rien ni à personne, je n'aime personne ni rien ; je n'ai ni foi ni espérance.

« J'ai mis vingt ans à en venir là. »

Si l'on tient compte que cette citation est puisée dans une sorte d'autobiographie (du moins il m'a semblé), ne peut-on pas en conclure qu'à cet instant de sa vie — n'oubliez pas qu'il a mis vingt ans à en venir là — l'auteur était vraiment un individualiste féroce, son amoralité était digne d'un bandit.

Noël Demeure.

## UN SURHOMME

Un surhomme moderne, c'est Roussel — et je crois que le mot n'est pas trop gros pour le qualifier ainsi en toute exactitude, car les faits sont là pour le démontrer incontestablement à quiconque serait susceptible d'en douter ; loin de moi la pensée, cependant, de le magnifier, de le glorifier, de manière à le transformer en idole nouvelle, en un dieu laïque, certes non, car nous avons d'autres besognes aussi nécessaires qu'urgentes à accomplir et nous ne serions que des inconscients si nous nous abussions à une telle propagande, si nous perdions notre temps si précieux à cette action vainne, laissant cela plutôt à nos frères ennemis les socialistes alliés des radicaux, ce rôle leur convient parfaitement et ne dépare nullement leur mentalité religio-mouvementière. Evidemment, je ne parle que de la masse et il faut en excepter quelques individualités sincères et assez conscientes pour ne pas galvaniser le peu idéal socialiste dans l'auge aux mandats largement rénumérateurs autant qu'honorifiques. Tous nos amis, nos camarades, des simples sympathisants, des adversaires même — il en est de loyaux ! — ont suivi les étapes douloureuses de ce long martyre autant moral que physique qu'à

subi cet indomptable Roussel, ce fier et honnête champion de l'Énergie, de la vaillance, de la vérité, de la loyauté, sans faille un seul instant, une seule minute, depuis des mois et des mois, et cela malgré toutes les embûches semées sur sa route, malgré les difficultés, les menaces, les insultes, les intimidations des grades de toutes les catégories, malgré une procédure inépte et misérablement tortueuse de la part du haut personnel militaire de l'Algérie, malgré toutes les infamies, les calomnies répandues à foison sur son compte afin de mieux le déconsidérer aux yeux de ceux qui avaient pris sa défense, à le harceler sans cesse ni fin, pour en arriver à la ré-dure...

Mais non, rien de tout cela n'a servi, toutes les manœuvres militaro-gouvernementales sont restées complètement inutiles, ont piteusement échoué, car Roussel a tout supporté pour mieux surmonter sa douleur, puissant en quelque sorte un peu plus d'auface, de ténacité dans la souffrance qu'il endurait stoïquement, sans se plaindre ni se lamenter, sans récriminations aucunes ; et maintenant, ce long cancan, cette cruauté, cette torture de chaque jour sont finis, ou à peu près... Le militarisme est aux abois, malgré lui, sa proie qu'il tenait si bien dans ses griffes monstrueuses, lui échappe, malgré tous ses efforts ultimes, malgré tous les appuis formidables dont il dispose, que dis-je ? L'Armée sacro-sainte se voit forcée, la rage dans le cœur, la rancune dans la tête et la peur au ventre, de sincérrer bien plus devant les forces ouvrières coalisées pour lui arracher sa victime pantelante...

La victoire est gagnée de haute lutte, on peut le dire, par le magnifique Roussel et par l'énergique et intelligente cohorte du Comité de Défense Social, qui le remettent parmi les groupements d'avant-garde, engagée la bataille qu'il s'est mener grâce à un peu de chance, peut-être, aussi à la décision, jusqu'à complète réussite.

Voici donc le non-lieu prononcé.

Dans les conclusions du jugement formulé à Constantine, il est intéressant de noter deux « attendus » du capitaine rapporteur Bonnet :

« Attendu la précision et l'énergie des dénégations de l'inculpé... »  
C'est reconnaître absolument l'innocence de Roussel et en même temps la grandiose leçon d'énergie qu'il n'a cessé de donner durant toute l'instruction.

Et puis celui-ci :

« Attendu qu'après il subsiste une grave incertitude sur la matérialité des faits reprochés à Roussel : que le doute n'est pas imprudent au présumé : que ce doute qu'il n'est pas en ce moment possible de dissiper, doit en toute justice lui profiter... »

Ainsi, quoique des preuves et rétractations formelles aient été amoncelées devant elle, la justice (?) militaire laisse sciemment planer le doute sur la culpabilité probable de Roussel et ce faisant, elle a l'air de lui faire grâce — magnanimité ! — quoiqu'en disent ses détracteurs les anti-militaristes.

C'est d'un pur machiavélisme. Quant à nous, ce dont nous ne doutons nullement, c'est l'hypocrisie générale, c'est la camillerie, c'est tout l'odisse de la formidable institution militaire ; et que même juridiquement parlant Roussel soit coupable, pour nous autres, pour la classe ouvrière, il est bel et bien innocent, victime de la société mauvaise et imbecile, de l'iniquité bourgeois !

Henri Zisly.

## Fédération Communiste Anarchiste

Ainsi que nous le faisons pressentir aux camarades, le Bulletin de la F.C.A. ne paraîtra pas ce mois-ci.

Grâce au *Libertaire*, nous donnerons ici un bref résumé de ce que notre bulletin aurait contenu.

Tout d'abord, nous indiquerons que des meetings ont été tenus dans la région parisienne, en faveur de Roussel et contre la loi Berry-Millandier. Partout un public assez nombreux sympathiquement la parole anarchiste et antimilitariste. Un seul regret, c'est que le nombre restreint de nos orateurs et le manque de fonds nous aient empêché de faire la même besogne en province. Ces meetings ont suscité d'autre part beaucoup d'initiative ; nombreux sont les camarades qui nous ont demandé des renseignements sur la F.C.A. et nous ont demandé d'organiser des groupes. Que ceux-ci ne se lassent pas de rassembler autour d'eux les camarades épargnés, ils peuvent être assurés que les camarades qui peuvent prendre la parole, feront tout leur possible pour aller les visiter de temps en temps et leur donner une petite causerie, pour les maintenir en haleine.

En ce qui concerne la province, à défaut d'orateurs, nous ferons en sorte de faire paraître à chaque occasion des tracts, des affiches ou des brochures que les groupes se chargeront d'utiliser.

Pour l'instant, il nous manque le nerf de la guerre : l'argent, mais avec le réveil qui se manifeste un peu partout chez les communistes-anarchistes, nous pensons que bientôt la F.C.A. sera à même de faire en tendre plus fortement sa voix.

Deux nouvelles adhésions viennent de nous parvenir : Le groupe de Saint-Denis et la Jeunesse Communiste de Pantin au berceau. Prochainement, nous ferons une révision des groupes de la Fédération, car il en est certains qui ne nous donnent plus signe de vie, et nous occasionnons des frais d'envois inutiles. A ce sujet, nous ne nous lasseron pas de répéter que ce n'est pas tout que les groupes adhèrent à la F.C.A. et lui envoient des subsides : il faut également que dans chaque groupe il y ait au moins un camarade qui se charge d'être en rapport constant avec les secrétaires de la F.C.A. et transmette les avis, les propositions ou les réclamations qu'il croit utile. Dans la région parisienne ces camarades devraient assister régulièrement à la commission de propagande qui se réunit le deuxième et le quatrième mercredi de chaque mois.

Diverses questions vont être soumises à

l'examen des groupes. Tout d'abord la question des cartes des fédérés et des timbres mensuels ; des camarades sont décidés à opérer de cette manière pour recruter des fonds. Ils formeront un regroupement d'amis de la F.C.A. si la Fédération ne rallie pas tous les camarades à cette idée. Les groupes voudront bien examiner cette question qui intéresse l'amélioration de notre situation financière, et qui n'est pas si compliquée pour qu'une entente générale ne se manifeste bientôt. La proposition unique faite jusqu'à présent est celle-ci :

« Chaque camarade des groupes fédérés prendra une carte de la F.C.A. contenant dix cases mensuelles, sur chacune desquelles il apposera chaque mois un timbre de la F.C.A. au prix de 0 fr. 25. Il sera perçu 0 fr. 10 par carte à titre d'adhésion. »

Que les camarades présentent les avantages ou les inconvénients de cette proposition et nous donnent leurs appréciations le plus vite possible, cette question étant posée depuis longtemps.

La deuxième question qui se pose à la Fédération est le recrutement des orateurs. Là est notre point faible, et nous avons envisagé la possibilité de faire une petite école d'orateurs. Il y a des camarades, des jeunes surtout, qui pourraient parfaitement se dévouer pour cet apostolat, mais qui n'osent pas et qui ont besoin d'être poussés pour y venir. Dès maintenant, que les groupes de la région parisienne (puisque nous ne pouvons nous étendre sur un plus grand avion) apprennent les difficultés avec leur probloc sont de se mettre en rapport avec le groupe de la Fédération Communiste de Villeurbanne, qui sera la première à assister à la prochaine réunion plénière de la Fédération qui se tiendra le premier dimanche d'octobre au Foyer Populaire de Belleville, où notre camarade Boudot exposera cette question qu'il avait déjà ébauchée à la dernière réunion.

Parmi les autres questions, il y a toujours l'imprimerie pour laquelle nous sommes en pourparlers pour un rachat. Les listes de souscriptions circulent et commencent à rentrer. Nous tiendrons les détails au courant de la situation concernant cette question.

Il se pourra que d'ici peu nous apprenions l'attention de tous les camarades anarchistes-communistes sur une autre œuvre à édifier, œuvre qui concerneira non seulement la visite d'un des plus forts groupes de la F.C.A., mais encore celle-ci elle-même et l'immense œuvre nous voulons édifier. Des camarades étudient la question dont nous reparlerons plus tard.

Nous terminerons en rappelant aux groupes que nous avons des pamphlets gommés et que pour aider la Fédération ils pourront en acheter pour revendre aux camarades de leur localité qui ont le temps de nous en demander. Ces pamphlets contiennent un nom sous tous les murs feront réfléchir un tout soit non les gens timorés qui les regardent. Quant aux abonnements au Bulletin, nous comptons sur l'initiative des camarades.

Tout ce qui concerne la correspondance doit toujours être envoyé à L. Lecoin, 112, rue d'Angoulême, Paris (11e), et ce qui concerne les fonds à L. Belin, 55, rue de la Tête d'Or, Paris (9e).

Recommandation. — Que les groupes n'oublient jamais de nous donner l'adresse et le nom de leur secrétaire et que ceux qui envoient des fonds n'oublient jamais d'ajouter leurs noms et adresses à l'envoi.

### Les secrétaires

Caisse Fédérale	Mois d'août
Dépenses du mois	165
Déficit précédent	57 88
	222 88
Rentes du mois	107 15
Passif à fin août	115 73

Nous indiquerons les versements respectifs des groupes dans le prochain bulletin.

Devant la situation financière les groupes comprennent que nous avons préféré l'admission autour de Roussel et de la loi Berry-Millandier à la parution du bulletin de septembre.

Caisse de l'Imprimerie	
Premières souscriptions (Voir bulletin numéro 9)	83 25
Foyer Populaire, 24 août	3
Foyer Populaire, 31 août	3
Groupe de Bourges	5
Groupe des XI <sup>e</sup> et XII <sup>e</sup>	2 50
Charles Malato	2 50
Liste 26, groupe de Vichy	8
Liste 27, groupe de Troyes	1 95
Liste 53, par Paulin de Rouen, Cheminot	4 50
Liste 57, par Arnould, Syndicat de la Voiture de Sèvres	6 30
Total	120

Le trésorier : Belin.

## COMMUNICATIONS

### PARIS

Groupe des 5<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> arrond. — Réunion du groupe jeudi 28 septembre, à la prolétarienne, 76, rue Mouffetard, salle du devant 1<sup>e</sup> étage, causerie contradictoire sur : En marche vers la sociale nouvelle. Université Populaire, 157, Faubourg Saint-Antoine, et qu'il se réunit tous les samedis à 8 h. 30.

Samedi 28 septembre à 8 h. 30, réunion du groupe, 1, *Etat de caisse* : 2, conséquences et portée de nos conférences éducatives populaires ; 3, propagande d'éducation à organiser par nos propres moyens.

Invitation cordiale à tous.

Foyer populaire, 5, rue Henri-Chevreau. — Dimanche, 29 à 8 h. 30, soirée familiale au b-

éfice d'un camarade à l'hôpital. Le groupe théâtral jouera : *La paix chez soi*, de Courteline. Entrée : 30 c.

Emancipation Stele. — Dimanche 29, balade idylliste au Casino du Barrage, à Joinville. Départ de la porte de Vincennes à 9 h. 30 du matin.

Fédération communiste révolutionnaire. — Groupe de Saint-Denis. — Réunion chez Olivier, 9, rue du Chemin-de-Fer, samedi 28, au soir, par Boudot : les anarchistes et l'organisation.

Un pressant appel est fait à tous les copains.

Groupe des originaire de l'Anjou. — Samedi 28 septembre à 8 h. 30, 25, rue de Clignancourt (Metro Barbès-Rochechouart) réunion du groupe.

Affaire très grave, urgence, présence de tous

évidemment indispensables.

La réunion sera strictement privée.

Le camarade Pierre Martin et le secrétaire de la Fédération, ou en cas d'empêchement de sa part, un camarade dûment mandaté pour le remplacer, seront leurs amis admis en dehors des membres.

### COURBEVOIE

Fédération Communiste anarchiste. — Dimanche 29 septembre à 2 h, dans les bois de Léroux, 28, rue Dumont-d'Urville (La Garenne-Colombes), matinée-concert en camaraderie, par les chansonniers révolutionnaires. Causerie par le camarade Boudot sur : *La femme et l'armée*. Cette fête est organisée au bénéfice de l'Impératrice de la Fédération communiste anarchiste.

### EN PROVINCE